

### Les faits

L'apparition de cas de contamination en dehors de la Chine, et en particulier en Italie et en Corée du Sud au cours du week-end du 22 et 23 février a induit un changement de perception du Coronavirus et de ses impacts éventuels sur la croissance.

Les craintes de pandémie mondiale ont saisi l'ensemble des pays de la planète qui commencent à prendre des mesures de confinement pour endiguer la maladie. Les marchés financiers ont chuté brutalement par crainte d'un impact significatif sur la croissance.

A ce jour (rédaction le vendredi 28 février), les données chiffrées sont les suivantes :

- 83 309 personnes infectées dont 78 824 en Chine
- 2 867 décès dont 17 en Italie
- 2 337 cas en Corée du Sud
- 38 cas en France ; 48 cas en Allemagne
- 3 cas en Afrique (Algérie, Egypte et Nigéria)
- 1 cas en Amérique Latine (Brésil)
- 60 cas aux US (source John Hopkins CSSE, 28 février à 16h33)

La réaction des marchés a été brutale cette semaine, les investisseurs sortant rapidement des marchés actions au vu de la progression du virus et des mesures gouvernementales prises pour endiguer la maladie.

En séance le 28 février 2020, à 16H36, le CAC 40 s'inscrit à 5 268,77 points perdant près de 14% depuis le plus haut de l'année 2020 atteint le 19 février ! Le CAC 40 perd 11,86% depuis le début de l'année.

A 16h42, le S&P 500 a perdu 13,9% sur la semaine et environ 11% depuis le début de l'année. Enfin le VIX (à 16h44), indice de la peur (indice de la volatilité) a bondi à 49,1 (contre 17 vendredi dernier !) retrouvant des niveaux jamais vus depuis 2008 !

Les marchés ont pris acte cette semaine des incertitudes engendrées par cette crise sanitaire (durée-extension de la pandémie, réponse médicale) et de son éventuel impact sur la croissance économique.

Dans le même temps, les investisseurs favorisent les actifs les moins risqués et tirent vers le bas les rendements des obligations d'Etat. Le rendement des obligations à 10 ans françaises atteint -0,29% au plus bas de l'année. Le rendement du Bund 10 ans s'inscrit à -0,61% proche du plus bas historique atteint durant l'été 2019.

Le rendement du 10 ans US atteint 1,16%, soit un plus bas historique ! (Données à 17H01)

### Notre analyse sur la situation

Revenons sur la Chine d'où est partie la crise.

La Chine représente environ 20% du PIB mondial alors qu'elle représentait 7% lors de l'épisode du SRAS en 2003.

Pour rappel, l'épidémie de SRAS avait causé 774 morts en 2003 pour environ 10 000 cas de contamination (source OMS) présentant donc une mortalité supérieure à celle du COVID-19. La perte de croissance avait été récupérée au cours des mois suivants (courbe en V), sans perte significative pour la croissance mondiale. Le tourisme avait été fortement perturbé.

En 2020, l'arrêt des usines chinoises crée un choc d'offre (rupture de livraison de composants). Le risque induit est l'arrêt de la production d'entreprises. Les sociétés pourraient souffrir de problème de trésorerie.

Dans les pays occidentaux, c'est un choc de demande (arrêt de la consommation) qui pourrait se profiler si la crise sanitaire devait durer... toute la question est celle de la propagation du virus et de la durée de la crise (arrêt éventuel avec le retour du printemps ? réponse médicamenteuse...).

En termes économiques, l'épidémie de Coronavirus engendre une incertitude sur la croissance mondiale. A ce jour, nous ne modifions pas nos estimations de croissance mondiale (3.25% en 2020 après 3% en 2019). La baisse de croissance enregistrée (essentiellement en Chine) au premier trimestre devrait être compensée par la suite.

A ce stade, les économistes estiment à -0.1/-0.2% l'impact possible sur la croissance mondiale.

La question majeure reste celle de la durée et de l'extension géographique de la crise. Nous suivrons l'évolution de l'épidémie de près en espérant qu'elle soit contenue avant la fin du premier trimestre, sans quoi nous pourrions être amenés à revoir nos estimations de croissance mondiale.

Les marchés anticipent déjà une réaction des autorités monétaires et aussi d'éventuelles relances budgétaires, qui seraient plus efficaces dans le contexte actuel que des baisses de taux.

### **Notre politique de gestion**

Nous maintenons notre politique de gestion qui favorise les actions (américaines en particulier) et restons neutres sur les obligations.

Au cours du mois de février et cette semaine en particulier, nous avons réduit le risque des portefeuilles diversifiés (1) :

- en diminuant la surpondération des actions (en cédant les actions émergentes très exposées par nature à la zone asiatique). Nous restons toutefois légèrement surpondérés sur les actions,
- en prenant quelques bénéfiques au sein de la poche obligataire sur les actifs à risque

que sont le Haut Rendement et la Dette émergente.

Du côté des achats, nous avons renforcé notre position en Yen (versus euro), devise défensive.

Nous ne modifions pas notre scénario mais avons décidé de réduire le risque au regard de la montée des incertitudes.

- (1) Avertissement : la politique d'allocation présentée ici concerne les fonds diversifiés gérés par Aviva Investors France (y compris les fonds profilés). L'horizon d'investissement de cette politique d'allocation est à court terme et peut évoluer à tout moment. Cette politique de gestion ne constitue donc pas une indication pour construire une allocation de long terme d'un client.**

### Informations importantes

« Ce document à caractère promotionnel est établi par Aviva Investors France, société de gestion de portefeuille de droit français agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous le n° GP 97-114, Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 18 608 050 euros, dont le siège social est situé au 14 rue Roquépine, 75008 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 335 133 229.

Aviva Investors est la dénomination commerciale de la branche de gestion d'actifs du groupe Aviva.

Ce document ne donne aucune assurance de l'adéquation des produits ou services présentés à la situation ou aux objectifs de l'investisseur et ne constitue pas une recommandation, un conseil ou une offre d'acheter les produits financiers mentionnés. Aviva Investors France décline toute responsabilité quant à d'éventuels dommages ou pertes résultant de l'utilisation en tout ou partie des éléments y figurant.

Ce document contient des éléments d'information et des données chiffrées qu'Aviva Investors France considère comme fondés ou exacts au jour de leur établissement. Pour ceux de ces éléments qui proviennent de sources d'information publiques, leur exactitude ne saurait être garantie.

Les analyses présentées reposent sur des hypothèses et des anticipations d'Aviva Investors France, faites au moment de la rédaction du document qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées.

Ce document ne donne aucune assurance de l'adéquation des OPC gérés par Aviva Investors France à la situation financière, au profil de risque, à l'expérience ou aux objectifs de l'investisseur. Avant d'investir dans un OPC, il est fortement conseillé à tout investisseur, de procéder, sans se fonder exclusivement sur les informations fournies dans ce document, à

l'analyse de sa situation personnelle ainsi qu'à l'analyse des avantages et des risques afin de déterminer le montant qu'il est raisonnable d'investir.

Aviva Investors France décline toute responsabilité quant à d'éventuels dommages ou pertes résultant de l'utilisation en tout ou partie des éléments figurant dans ce document.

FA20/0016/28022021 »